ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 27 mars 1970, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal relatif à la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et des caisses publiques de prêts", a donné le 22 avril 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e maart 1970 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de schadevergoeding, ten gunste van sommige personeelsleden van de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten, de commissies van openbare onderstand en de openbare kassen van lening, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen overkomen op de weg naar en van het werk", heeft de 22e april 1970 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Par souci de concordance avec les arrêtés royaux des 24 janvier et 17 septembre 1969, l'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et des caisses publiques de prêts, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail".

PREAMBULE.

Alinéas 2 et 3.

La loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ainsi que l'arrêté-loi du 13 décembre 1945 relatif à la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail ne constituent pas le fondement du projet. Leur mention peut donc être omise sans inconvénient.

Alinéas 4 et 5.

Il est proposé de remplacer ces alinéas par un alinéa unique rédigé en ces termes :

"Vu les avis des organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes ;".

.../...

OBSERVATION GENERALE CONCERNANT LES ARTICLES.

Le projet devrait être divisé en chapitres et en sections, les intitulés qui précèdent certains articles constituant des chapitres, à l'exception de ceux qui sont précédés d'une lettre et qui constitueraient des sections.

Article 1er.

Il est proposé de rédiger le 2° de la façon suivante :

"2° aux associations de communes qui comptent au moins un agent soumis à un statut de droit public".

*
* *

Si l'on tient compte de la volonté du législateur de permettre au Gouvernement d'établir un régime prévoyant la réparation des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail en faveur des agents de tous les services publics, et de la volonté du Gouvernement - telle qu'elle a été exposée par le délégué du Ministre - d'établir un tel régime pour l'ensemble du personnel visé par l'article 1er, 3°, de la loi du 3 juillet 1967, sous réserve des deux seules exceptions mentionnées dans le rapport au Roi, il convient de rechercher si le champ d'application du projet ne néglige aucune des catégories d'agents visées par cet article 1er, 3°.

.../...

Il apparaît, à cet égard, que certaines institutions de caractère intercommunal qui relèvent du domaine de l'assistance publique ont été omises. On peut admettre qu'il n'est pas indispensable de mentionner le personnel des commissions intercommunales d'assistance publique dont la création est permise par la loi du 10 mars 1925, puisqu'à ce jour aucune institution semblable n'a été créée. Par contre, il serait utile de mentionner expressément les services et établissements intercommunaux d'assistance publique qui ont été créés sur la base de l'article 6 de la loi du 10 mars 1925. Il est , dès lors, proposé d'ajouter à l'article 1er un 3° rédigé de la façon suivante :

" 3° aux services et établissements intercommunaux d'assistance publique qui comptent au moins un agent soumis à un statut de droit public".

Si cette proposition était adoptée, il y aurait lieu d'ajouter dans l'énumération contenue à l'intitulé les services et établissements intercommunaux d'assistance publique.

*

* *

Le motif pour lequel le Gouvernement ne désire étendre l'application de la loi du 3 juillet 1967 aux associations intercommunales que si celles-ci comptent au moins un agent soumis à un statut de droit public est exposé dans le rapport au Roi. La règle adoptée présentera cet inconvénient que l'application de la loi cessera dans une association intercommunale le jour où cette association ne comprendra plus aucun agent soumis à un statut de droit public. Si cette éventualité se présente, il est indispensable que la loi du 3 juillet 1967 continue à s'appliquer

.../...

aux accidents qui se sont produits au moment où elle était encore applicable. Il est donc proposé d'ajouter à l'article 1er un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"Lorsque, à une date déterminée, le personnel d'une institution mentionnée au 2° ou au 3° de l'alinéa 1er cesse d'être soumis au régime visé à cet alinéa, ce régime continue à lui être applicable pour les accidents qui se sont produits avant cette date".

Article 3.

1°.

Aux termes du 1°, il faut entendre par "l'autorité","l'autorité chargée d'assumer la gestion journalière de l'administration ou de l'établissement qui occupait l'agent au moment de l'accident".

Le rapport au Roi expose que dans la commune, cette autorité est le collège des bourgmestre et échevins; dans la province, c'est la députation permanente du conseil provincial, et dans la commission d'assistance publique, la commission elle-même.

La notion de gestion journalière est une notion du droit des sociétés qui n'est pas d'un usage courant dans les administrations publiques, à l'exception cependant de certains organismes d'intérêt public et des associations de communes qui sont organisés, en partie du moins, sur le modèle des sociétés commerciales. Sauf pour les associations de communes , l'emploi de l'expression "gestion journalière" pourrait donner lieu à des difficultés d'application. A titre d'exemple, on peut citer les établissements visés par l'arrêté royal du 27 février 1961 portant les règles

.../....

de gestion distincte, de tenue des inventaires et de tenue de la comptabilité des établissements hospitaliers des commissions d'assistance publique. Pour le personnel de ces établissements, se poserait la question de savoir si l'autorité compétente est la commission d'assistance publique ou le comité spécial prévu par l'arrêté royal du 27 février 1961.

Il importe de déterminer avec précision l'autorité compétente pour prendre certaines des décisions prévues par le projet. Il est, dès lors, proposé de désigner expressément cette autorité pour chacune des administrations publiques visées à l'article 1er, à l'exception toutefois des associations de communes pour lesquelles il est possible de se référer à la notion de gestion journalière.

Le texte suivant est proposé pour le 1° :

"1° par "l'autorité " : celle qui occupait l'agent au moment de l'accident, à savoir : pour les provinces, la députation permanente du conseil provincial; pour les communes, le collège des bourgmestre et échevins; pour les commissions d'assistance publique , la commission; pour les caisses publiques de prêts, l'administration de la caisse ; pour les associations de communes, l'autorité qui est chargée d'en assurer la gestion journalière, et pour les services d'établissements intercommunaux d'assistance publique, l'autorité qui est chargée de leur gestion ".

.../...

Article 5.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 1er :

"Les ayants droit des agents visés à l'article 1er ont droit à une indemnité pour frais funéraires fixée selon les modalités prévues par les articles ... ou par toutes autres ... ".

Article 8.

A l'article 8, les mots "Service de santé administratif" doivent être remplacés par l'expression "Office médico-social de l'Etat", depuis l'arrêté royal du 25 juillet 1969. Le Service de santé administratif ne continue à exercer les missions de sa compétence que jusqu'au jour où les règlements organiques de l'Office médico-social auront été pris .

Articles 9 et 10.

L'article 9 in fine devrait se lire : "... la nature de la lésion et, le cas échéant, la réduction de capacité ... ".

Le second alinéa de l'article 10 qui ne fait que rappeler une disposition légale, est superflue et doit être omis.

.../...

Article 12.

Cette disposition n'exige pas l'envoi par lettre recommandée, comme le fait l'article 10, § 2, de l'arrêté royal du 24 janvier 1969. L'accusé de réception par l'autorité n'offre pas pour le bénéficiaire les mêmes garanties que la lettre recommandée.

Article 13.

Les mots "de ce délai" devraient être remplacés par les mots "du délai prévu au § 1er".

Article 15.

L'alinéa 2 de l'article 15 qui ne fait que rappeler une disposition légale, est superflu et doit être omis.

Article 18.

Il y a lieu de relever que le projet ne contient pas une disposition semblable à celle de l'article 14, § 2, de l'arrêté royal du 24 janvier 1969.

Article 23.

L'alinéa 1er de cette disposition contient un lapsus : c'est "réparation" et non "répartition" qu'il faut lire.

A l'alinéa 2, le mot "viagère" est superflu et doit être omis.

.../...

Article 25.

Au liminaire, il y a lieu d'écrire "soixante".

Les mots "de l'autorité judiciaire visée à l'article 19 de la loi" peuvent être omis.

Article 27.

Cet article dispose que "les administrations et établissements visés à l'article 1er peuvent être exonérés intégralement ou partiellement de la charge s'ils ont contracté, soit avec une société d'assurance agréée conformément aux dispositions du chapitre II de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, soit avec la caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 33 de la même loi".

Il existe une discordance entre cet article et le rapport au Roi. Selon l'article 27, en cas de conclusion d'un contrat d'assurance, l'administration ou l'établissement est exonéré de la charge alors que selon le rapport au Roi, l'administration ou l'établissement est tenu en tout état de cause de payer directement les indemnités et rentes. Le délégué du Ministre ayant déclaré que le rapport au Roi traduisait les intentions du Gouvernement, le texte suivant est proposé :

"Les administrations et établissements visés à l'article 1er peuvent, pour couvrir intégralement ou partiellement la charge qui leur incombe, souscrire des contrats d'assurance, soit avec ... (la suite comme au projet) ... ".

.../...

Article 28.

Les mots "chacun en ce qui le concerne" devraient être insérés entre les mots "sont chargés" et les mots "de l'exécution du présent arrêté".

*

* *

ANNEXES.

1. Les annexes doivent être numérotées de 1 à 3.

2. Il faut employer la formule : "Vu pour être annexé à Notre arrêté royal du ... " suivie des contreseings des Ministres et de la signature du Roi. Cette formule doit figurer sur chacune des annexes.

3. L'intitulé suivant est proposé pour l'annexe 3 :

"Tableau des coefficients de multiplication applicables à un accident survenu avant le 1er juillet 1962 (article 18, alinéa 2) ".

OPSCHRIFT.

Ter wille van de overeenstemming met de koninklijke besluiten van 24 januari en 17 september 1969 leze men het opschrift als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de schadevergoeding, ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand en openbare kassen van lening, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk".

AANHEF.

Tweede en derde lid.

De wet betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen en de besluitwet van 13 december 1945 betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit ongevallen die zich op de weg naar of van het werk voordoen, leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp. De vermelding ervan kan dus zonder bezwaar vervallen.

Vierde en vijfde lid.

Voorgesteld wordt beide leden te vervangen door één lid, dat als volgt kan worden gelezen :

"Gelet op het advies van de representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel;".

.../....

ALGEMENE OPMERKING BETREFFENDE DE ARTIKELEN.

Het ontwerp zou in hoofdstukken en afdelingen ingedeeld moeten worden. De opschriften tussen de artikelen dienen dan voor de hoofdstukken, terwijl de onderverdelingen a, b, c, enz. afdelingen gaan vormen.

Artikel 1.

De tekst onder 2° leze men als volgt :

"2° verenigingen van gemeenten die ten minste één personeelslid tellen dat aan een publiekrechtelijk statuut onderworpen is".

*
* *

Houdt men rekening met de wil van de wetgever om de Regering in staat te stellen een regeling inzake schadevergoeding voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk in te voeren ten gunste van het personeel van alle openbare diensten, en met de wil van de Regering, zoals de gemachtigde van de Minister die te kennen heeft gegeven, om een zodanige regeling in te voeren voor alle personeelsleden bedoeld in artikel 1, 3°, van de wet van 3 juli 1967 -, op de twee in het verslag aan de Koning vermelde uitzonderingen na - dan moet worden nagegaan of het ontwerp geen van de in dat artikel 1, 3°, bedoelde personeelscategorieën over het hoofd ziet.

.../...

Sommige intercommunale instellingen die tot het domein van de openbare onderstand behoren, blijken dan vergeten te zijn. Dat het personeel van de intercommunale commissies van openbare onderstand, waarvan de oprichting is toegestaan bij de wet van 10 maart 1925, niet vermeld hoeft te worden, kan men billijken aangezien tot dusver geen enkele zulke commissie tot stand is gebracht. Daarentegen ware het nuttig de intercommunale diensten en inrichtingen van openbare onderstand die opgericht zijn op grond van artikel 6 van de wet van 10 maart 1925, uitdrukkelijk te vermelden. Derhalve wordt voorgesteld aan artikel 1 een 3° toe te voegen als volgt :

"3° intercommunale diensten en inrichtingen van openbare onderstand die ten minste één personeelslid tellen dat aan een publiekrechtelijk statuut onderworpen is".

Wordt op dit voorstel ingegaan, dan behoren de intercommunale diensten en inrichtingen van openbare onderstand ook in het opschrift vermeld te worden.

*
* *

In het verslag aan de Koning is gezegd waarom de Regering de intercommunale verenigingen slechts onder de wet van 3 juli 1967 wil brengen als zij ten minste één personeelslid tellen dat aan een publiekrechtelijk statuut onderworpen is. Aan de gevolgde regel is het nadeel verbonden, dat de wet geen toepassing meer zal vinden in een intercommunale vereniging zodra deze geen onder publiekrechtelijk statuut staand personeelslid meer telt. Doet dat geval zich voor, dan moet de wet van 3 juli 1967 toepassing blijven vinden voor de ongevallen die zich hebben voorgedaan toen zij nog toepasselijk was. Derhalve wordt voorgesteld aan artikel 1 een nieuw lid toe te voegen, als volgt:

.../...

"3° intercommunale diensten en inrichtingen van openbare onderstand die ten minste één personeelslid tellen dat aan een publiekrechtelijk statuut onderworpen is".

Wordt op dit voorstel ingegaan, dan behoren de intercommunale diensten en inrichtingen van openbare onderstand ook in het opschrift vermeld te worden.

*
* *

In het verslag aan de Koning is gezegd waarom de Regering de intercommunale verenigingen slechts onder de wet van 3 juli 1967 wil brengen als zij ten minste één personeelslid tellen dat aan een publiekrechtelijk statuut onderworpen is. Aan de gevolgde regel is het nadeel verbonden, dat de wet geen toepassing meer zal vinden in een intercommunale vereniging zodra deze geen onder publiekrechtelijk statuut staand personeelslid meer telt. Doet dat geval zich voor, dan moet de wet van 3 juli 1967 toepassing blijven vinden voor de ongevallen die zich hebben voorgedaan toen zij nog toepasselijk was. Derhalve wordt voorgesteld aan artikel 1 een nieuw lid toe te voegen, als volgt :

.../...

"Valt het personeel van een in het eerste lid, 2° of 3°, vermelde instelling op een bepaalde datum niet meer onder de in dat lid bedoelde regeling, dan blijft die regeling op dat personeel toepasselijk voor de ongevallen welke zich vóór die datum hebben voorgedaan".

Artikel 3.

1°.

Volgens de tekst onder 1° moet onder "de overheid" worden verstaan : "de overheid die belast is met het dagelijks beheer van het bestuur of van de instelling waarbij het personeelslid op het ogenblik van het ongeval in dienst was".

Het verslag aan de Koning zegt in dat verband : "In de gemeente zal dat het college van burgemeester en schepenen zijn, in de provincie de bestendige deputatie en in de commissie van openbare onderstand de commissie zelf".

Het begrip "dagelijks beheer" is een begrip uit het vennootschapsrecht waarmede in de openbare besturen weinig gewerkt wordt, behalve dan in sommige instellingen van openbaar nut en verenigingen van gemeenten die, gedeeltelijk althans, op de leest van de handelsvennootschappen geschoeid zijn. Behalve voor de verenigingen van gemeenten zou het gebruik van de term "dagelijks beheer" in de praktijk moeilijkheden kunnen opleveren, bijvoorbeeld voor de instellingen bedoeld in het koninklijk besluit van 27 februari 1961 houdende de regelen inzake het afzonderlijk beheer, het houden van de inventarissen en het houden van de boekhouding voor de verzorgingsinstellingen van de commissies van openbare onderstand. Voor het personeel van die instellingen kan de vraag rijzen welke overheid bevoegd is : de commissie van openbare onderstand of het in het koninklijk besluit van 27 februari 1961 bedoelde bijzonder comité.

.../...

Er dient nauwkeurig te worden bepaald welke overheid bevoegd is om sommige in het ontwerp bedoelde beslissingen te nemen. Voorgesteld wordt dan ook, die overheid uitdrukkelijk aan te wijzen voor elk van de in artikel 1 bedoelde openbare besturen, behalve voor de verenigingen van gemeenten, waarvoor immers met het begrip dagelijks beheer kan worden gewerkt.

Voorgesteld wordt, de tekst onder 1° als volgt te lezen :

"1° onder "de overheid" : de overheid die op het tijdstip van het ongeval het personeelslid in dienst had, namelijk : voor provincies de bestendige deputatie van de provincieraad, voor gemeenten het college van burgemeester en schepenen, voor commissies van openbare onderstand de commissie, voor openbare kassen van lening het bestuur van de kas, voor verenigingen van gemeenten de overheid die met het dagelijks beheer ervan belast is, voor intercommunale diensten of inrichtingen van openbare onderstand de overheid die met het beheer ervan belast is".

Artikel 5.

Het eerste lid leze men als volgt :

"De rechtverkrijgenden van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden hebben recht op een vergoeding wegens begrafeniskosten, vastgesteld volgens de regelen bepaald in de artikelen ... of in enige andere bepaling tot ...".

.../...

Artikel 8.

In artikel 8 moet "administratieve gezondheidsdienst" worden vervangen door "Sociaal-Medische Rijksdienst", ingevolge het koninklijk besluit van 25 juli 1969. De administratieve gezondheidsdienst blijft de hem opgedragen taken slechts vervullen tot de organieke reglementen van de Sociaal-Medische Rijksdienst zijn vastgesteld.

Artikelen 9 en 10.

Het slot van artikel 9 zou als volgt moeten worden gelezen : "... de aard van het letsel en, in voorkomend geval, de verminderde arbeidsgeschiktheid ...".

Het tweede lid van artikel 10 is slechts een herhaling van een wetsbepaling en moet als overbodig vervallen.

Artikel 12.

Deze bepaling eist geen verzending bij een ter post aangetekende brief zoals artikel 10, § 2, van het koninklijk besluit van 24 januari 1969. Het door de overheid afgegeven ontvangbewijs biedt de gerechtigde niet dezelfde zekerheid als een aangetekende brief.

Artikel 13.

De woorden "die termijn" dienen te worden vervangen door "de in § 1 bedoelde termijn".

.../...

Artikel 15.

Het tweede lid van artikel 15 is slechts een herhaling van een wetsbepaling en moet als overbodig vervallen.

Artikel 18.

Er dient te worden op gewezen dat in het ontwerp geen bepaling voorkomt als die van artikel 14, § 2, van het koninklijk besluit van 24 januari 1969.

Artikel 23.

In de Franse tekst van het eerste lid van deze bepaling staat een verschrijving : "répartition" voor "réparation".

In het tweede lid vervange men "lijfrente" door "rente".

Artikel 25.

In het eerste lid schrijve men "zestig".

De woorden "van de rechterlijke overheid bedoeld in artikel 19 van de wet" kunnen vervallen.

Artikel 27.

Dit artikel bepaalt :

"De in artikel 1 bedoelde besturen en instellingen kunnen de last geheel of gedeeltelijk verhalen indien zij met het oog op de betaling van de bij de wet bepaalde vergoedingen en renten een contract hebben afgesloten hetzij met een verzekeringsmaatschappij die erkend is overeenkomstig de bepalingen onder artikel (lees : "hoofdstuk") II van de wet op de schadevergoeding voor arbeidsongevallen hetzij met een verzekeringsfonds, ingesteld krachtens artikel 33 van dezelfde wet".

.../...

Dit stemt niet geheel overeen met het verslag aan de Koning. Volgens het artikel kan het bestuur of de instelling de last verhalen als een verzekeringscontract afgesloten is, terwijl het verslag stelt dat het bestuur of de instelling in elk geval verplicht is de vergoedingen en renten onmiddellijk uit te betalen. Aangezien de gemachtigde van de Minister verklaard heeft dat het verslag aan de Koning de bedoelingen van de Regering weergeeft, wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"De in artikel 1 bedoelde besturen en instellingen kunnen, ten einde de door hen te dragen lasten geheel of gedeeltelijk te dekken, verzekeringscontracten afsluiten, hetzij met ...".

Artikel 28.

Het slot van dit artikel moet als volgt worden geredigeerd : "... zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

BIJLAGEN.

1. De bijlagen moeten worden genummerd van 1 tot 3.

2. Elke bijlage moet worden aangevuld met de formule : "Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...", ondertekend door de Koning en mede-ondertekend door de Ministers.

3. Het opschrift van bijlage 3 leze men als volgt :

"Tabel van de vermenigvuldigingscoëfficiënten voor ongevallen overkomen vóór 1 juli 1962 (artikel 18, tweede lid)".

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,		conseiller d'Etat, staatsraad ,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,		conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,		staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P. DE VISSCHER,		assesseurs de la section de législation,	
	G. ARONSTEIN,		bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,		greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J. LIGOT, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.